

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'océan Indien

Semaine du 23 février au 27 février 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION

(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Kenya** : Lancement du registre national du carbone
- ❖ **Madagascar** : Le Président de la Refondation Randrianirina reçu à l'Élysée par le Président Macron
- ❖ **Seychelles** : Retrait de l'annexe II de la liste européenne des juridictions non coopératives

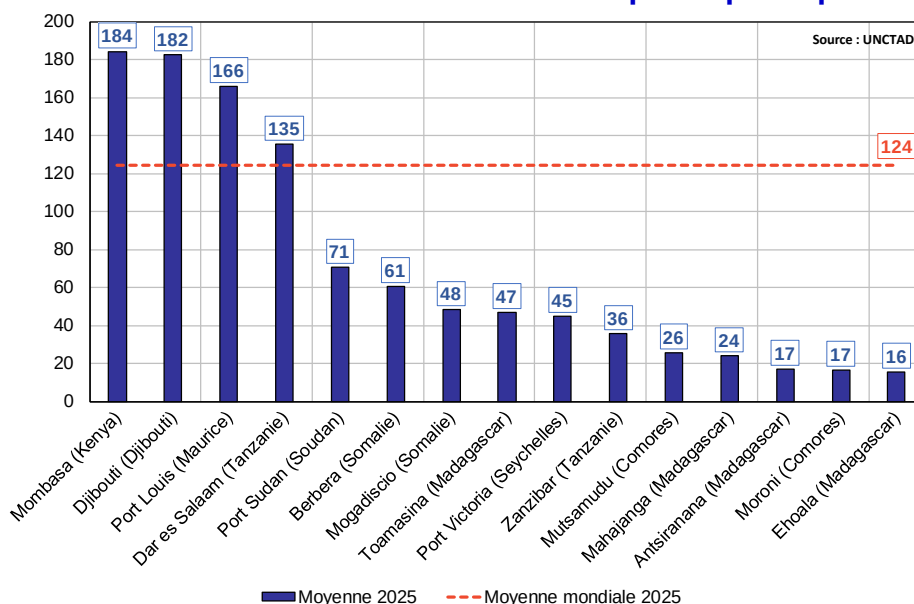
LE CHIFFRE A RETENIR

45,7%

TANZANIE : PART DE L'OR DANS LES
EXPORTATIONS TOTALES DE BIENS EN 2025

Le graphique de la semaine

AEOI : niveau de connectivité maritime des principaux ports (PLSCI)



L'indice de connectivité des transports maritimes réguliers des ports (PLSCI) mesure le degré d'intégration d'un port à conteneurs dans les réseaux mondiaux de transport maritime de ligne. Calculé trimestriellement, il repose sur six critères : (i) le nombre hebdomadaire de navires, (ii) la capacité annuelle déployée (en EVP), (iii) le nombre de services réguliers, (iv) le nombre de compagnies maritimes présentes, (v) la taille du plus grand porte-conteneurs desservant le port et (vi) le nombre de liaisons directes avec d'autres ports. Dans la région Afrique de l'Est et océan Indien (AEOI), 23 ports sont répertoriés par l'indice ; parmi eux, seuls 4 se situent au-dessus de la moyenne mondiale (calculée sur un total de 747 ports), tandis que la majorité affiche des niveaux inférieurs, souvent en dessous de 50, ce qui souligne une insertion encore limitée de la région dans les grands réseaux maritimes internationaux. À titre de repère, le port affichant le score annuel moyen le plus élevé au niveau mondial en 2025 est Shanghai (Chine) avec 2409, tandis que le plus faible est Norfolk Island avec 6,5.

REGIONAL

Airtel Africa envisage l'introduction en bourse d'Airtel Money

Airtel a confirmé que le projet d'introduction en bourse (IPO) de sa filiale de paiement mobile demeure d'actualité, la direction examinant les différentes places de cotation possibles au sein de ses 14 marchés. Parallèlement, le groupe mène des discussions avancées avec les régulateurs afin d'exploiter la capacité satellitaire de Starlink pour étendre la couverture dans les zones rurales. Il se dit également prêt, en fonction de la demande, à intégrer des services liés aux actifs virtuels, notamment les stablecoins et les cryptomonnaies. Cette évolution intervient dans le sillage de l'adoption au Kenya du Virtual Asset Service Providers Bill, 2025, premier cadre complet de licence pour les activités liées aux cryptoactifs. L'arrivée de Starlink en 2023 a entraîné une forte dynamique du segment satellitaire : 2 933 abonnés en 2023 (+302 % en g.a.), puis 19 403 en 2024 (+562 % en g.a. ; +2 559 % par rapport à 2022).

BURUNDI

Réouverture du poste-frontière de Gatumba-Kavimvira

Le 23 février 2025, le Burundi et la République démocratique du Congo (RDC) ont rouvert le poste-frontière de Gatumba-Kavimvira, rétablissant un corridor commercial essentiel entre Bujumbura et Uvira, dans la province du Sud-Kivu. La frontière était fermée depuis le 10 décembre 2024, lorsque le Burundi avait suspendu les passages suite à l'avancée des rebelles du M23 à Uvira, un pôle commercial stratégique situé à proximité de la capitale économique burundaise. La réouverture devrait relancer rapidement l'activité économique transfrontalière, en particulier le commerce informel et de petite échelle, qui soutient les moyens de subsistance des populations des deux côtés de la frontière. Ce poste demeure un point de passage crucial pour les petits commerçants, qui dépendent de transactions fréquentes et de courte distance plutôt que des circuits formels d'exportation.

Lancement du guichet unique électronique pour les importations

Le 17 février à Bujumbura, l'Office burundais des recettes (OBR), avec l'appui de TradeMark Africa et de la CNUCED, a lancé la version électronique de son guichet unique dédié à la gestion des permis d'importation. La plateforme permet aux opérateurs de déposer leurs demandes en ligne, de suivre leur traitement en temps réel et d'effectuer les paiements de manière dématérialisée. Elle intègre les procédures de plusieurs administrations – Autorité burundaise de régulation des médicaments et des aliments, Ministère de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage – ainsi que l'OBR pour la validation finale. Parmi ses principales fonctionnalités figurent un tableau de bord interactif, le calcul automatisé des redevances et la possibilité de paiements en devises étrangères. Cette réforme s'inscrit dans la stratégie nationale de transformation numérique. Elle vise à réduire les délais et coûts administratifs, à renforcer la coordination interinstitutionnelle et à faciliter l'intégration du Burundi dans un Territoire douanier unique régional, en articulation avec des systèmes tels qu'ASYCUDA World, déployé dans plus de 100 économies.

COMORES

Baisse de l'inflation à +3,3 % en 2025

Selon l'Institut national de la statistique, des études économiques et démographiques (INSEED) des Comores, le taux d'inflation annuel en 2025 a atteint +3,3 %, contre +5,1 % en 2024. L'inflation a poursuivi sa baisse en 2025, puisqu'en décembre 2025, celle-ci a atteint +1,6 % par rapport à décembre 2024 (après +2,8 % en novembre). Les deux secteurs qui ont connu la plus forte inflation sur cette même période sont : « Loisirs et culture » (+13,7 % en décembre) et « Restaurants et hôtels » (+7,5 %). A l'inverse, les secteurs « Biens et services divers » et « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » ont connu l'inflation négative la plus importante, de respectivement -6,9 % et -5,1 %. La population de référence pour le calcul de ces statistiques de l'INSEED est l'ensemble des ménages résidant à Moroni. Selon les données du FMI (WEO d'octobre 2025), l'inflation annuelle diminuerait à +1,9 % en 2026.

DJIBOUTI

50 M USD d'investissement par une entreprise chinoise annoncé dans le secteur minier

Le samedi 21 février à Singapour, le ministre djiboutien de l'Énergie et des Ressources naturelles, Yonis Ali Guedi, a signé un accord de coopération minière d'une valeur de 50 M USD avec la société chinoise TZE KUEN, basée à Singapour. Cet accord prévoit la création d'une société de projet chargée d'exploiter des gisements sur le sol djiboutien de 2026 à 2030. Les minerais concernés n'ont pas encore été précisés. L'investisseur financera la construction des unités d'exploitation, importera et installera les équipements nécessaires, développera les infrastructures extractives sur les sites et versera des redevances à l'État djiboutien.

ÉTHIOPIE

Inauguration d'une usine de traitement de charbon

Le 19 février 2026, le groupe privé éthiopien MIDROC a inauguré l'usine de traitement de charbon Arjo en région Oromia (Wollega). Le charbon brut traité dans cette usine, provient de la zone Kamashi située en région Benishangul Gumuz. L'installation, exploitée par la National Mining Corporation, filiale du groupe, a nécessité un investissement de 1 Md ETB (5,3 M EUR) et dispose d'une capacité de traitement de 200 tonnes de charbon par heure grâce à un procédé sans produits chimiques. Selon le dirigeant du groupe, le charbon produit atteint un pouvoir calorifique de 6 600 kcal/kg, comparable à celui des fournisseurs internationaux. L'usine approvisionnera les producteurs d'acier, de ciment et de matériaux de construction, contribuant ainsi à réduire la dépendance de l'Éthiopie aux combustibles importés tout en sécurisant l'approvisionnement des industries locales. A l'heure actuelle, l'usine fournit trois des plus grandes cimenteries du pays. Avec une demande annuelle estimée à 2,3 millions de tonnes, l'Éthiopie a dépensé en 2024 114 M USD pour importer du charbon.

KENYA

Lancement du registre national du carbone

Le 17 février, le ministère de l'Environnement et l'Autorité nationale de gestion de l'environnement

ont lancé un registre national du carbone pour suivre les projets de crédits carbone, vérifier les réductions d'émissions et éviter le double comptage, un problème qui a fragilisé la confiance dans les marchés du carbone. Cette initiative s'inscrit dans la démarche des pays en développement visant à obtenir un financement climatique accru via le commerce du carbone dans le cadre de l'Accord de Paris, qui engage les nations à maintenir l'augmentation de la température mondiale bien en dessous de +2 °C d'ici 2100, avec un objectif de +1,5 °C. L'Afrique possède d'immenses puits de carbone mais ne capte qu'une faible part des investissements mondiaux. Le registre intégrera le système carbone forestier lancé l'an dernier pour soutenir le programme national de plantation d'arbres du Kenya. L'Allemagne, via la GIZ, a apporté un soutien technique et financier et annoncé 2,4 M EUR supplémentaires pour renforcer la préparation du marché du carbone au Kenya. Le registre devrait être pleinement opérationnel cette année.

Succès mitigé de l'offre de rachat d'euro-obligations

Selon les résultats publiés le 26 février, l'émission d'Eurobond en deux tranches, pour un montant total de 2,25 Md USD, dont la tarification est intervenue le 19 février, a été favorablement accueillie par les marchés internationaux de capitaux. L'offre de rachat concomitante présente en revanche des résultats contrastés. Les obligations arrivant à échéance en 2032 (coupon de 8,00 %) ont enregistré une demande très supérieure au plafond fixé : 892,1 M USD ont été soumissionnés pour une limite de 350 M USD, conduisant à l'application d'un facteur de réduction proportionnelle de 0,3295 et à un montant finalement accepté de 324,8 M USD. À l'inverse, les obligations 2028 (7,25 %) ont suscité un intérêt plus modéré, avec 90,5 M USD soumissionnés sur un maximum de 150 M USD, montant intégralement retenu. Au total, 415,3 M USD de titres ont été rachetés, contre un objectif initial de 500 M USD. Le solde des fonds levés sera affecté au financement des besoins budgétaires généraux.

Gulf Energy loue une plateforme de 15 M USD pour le début de production

Gulf Energy E&P BV a conclu la location d'une plateforme de forage terrestre (*onshore drilling rig*) d'une valeur de 15 M USD à Abu Dhabi (Émirats

arabes unis), en vue du lancement de la production dans le bassin de South Lokichar d'ici la fin de l'année. La plateforme GW70, opérée par Great Wall Drilling Company et précédemment utilisée sur des projets de l'Abu Dhabi National Oil Company, devrait arriver à Mombasa fin mars, pour une mise en service en juin et un premier forage prévu en juillet. L'entreprise attend l'approbation parlementaire de son Plan de développement de champ (FDP) pour les blocs T6 et T7. Le projet vise une production initiale en décembre 2026 et un plateau de 50 000 barils/jour à long terme. Les réserves récupérables sont estimées à 326 millions de barils, pour un investissement total évalué à 6,1 Md USD sur 25 ans. Selon les projections, les recettes publiques pourraient atteindre entre 1,1 et 2,9 Md USD pour un prix du baril compris entre 60 et 70 USD, avec un partage des profits variant de 20 % à 75 % et l'application de taxes exceptionnelles au-delà de 50 USD le baril.

Spiro lève 50 M USD pour étendre son réseau de batteries

L'entreprise de motos électriques Spiro a levé 50 M USD de dette auprès de la African Export-Import Bank (Afreximbank), de Nithio et du Africa Go Green Fund (AGG) afin d'étendre son réseau d'échange de batteries. Cette opération fait suite à un investissement de 100 M USD annoncé en octobre 2025. Nithio a apporté 7 M USD via son fonds Facility for Adaptation, Inclusion and Resilience (FAIR), qui soutient les entreprises fournissant des équipements énergétiques aux ménages. AGG, soutenu par KfW et le gouvernement allemand, finance des investissements privés visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Spiro est présent dans sept pays, dont le Kenya, l'Ouganda et le Rwanda, avec des projets pilotes en Tanzanie. L'entreprise a déployé plus de 80 000 motos électriques, mis en circulation plus de 300 000 batteries, réalisé 30 millions d'échanges et installé plus de 2 500 stations, renforçant son empreinte régionale en mobilité verte. Cette annonce intervient quelques jours après qu'Arc Ride a obtenu un engagement en capital de l'IFC.

MADAGASCAR

Le Président de la Refondation Randrianirina reçu à l'Élysée par le Président Macron

Le 24 février 2026, le Président de la Refondation de la République de Madagascar (PRRM), Michaël Randrianirina, a été reçu par le Président français Emmanuel Macron à l'Élysée. Les deux chefs d'État ont réaffirmé leur volonté de concrétiser des projets économiques à Madagascar, orientés vers le développement du pays. Ils ont salué l'initiative conjointe du Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM) et du MEDEF International, deux organisations patronales, visant à mettre en œuvre un plan stratégique consacré aux investissements prioritaires. Une première version de ce plan avait été présentée en avril 2025, lors de la visite d'État d'Emmanuel Macron à Madagascar. Le 21 janvier 2026, une version actualisée de la feuille de route intégrant les priorités du PRRM a été adoptée. Depuis octobre 2025, 70 M EUR ont été engagés par la France afin de soutenir plusieurs projets de coopération. Par ailleurs, la France soutient le développement du barrage hydroélectrique de Volobe, des projets concernant l'économie bleue et la modernisation des infrastructures portuaires à Diego-Suarez.

Financement de 73,4 M EUR de l'UE en faveur du développement économique et social

Un financement total de 370 Md MGA (73,4 M EUR) a été accordé par l'Union européenne (UE) en faveur du développement économique de Madagascar. L'accord a été signé le 18 février à Antananarivo en présence du ministre de l'Économie et des Finances M. Herinjatovo Aimé Ramiarison, de l'ambassadeur de l'UE, Roland Kobia, et des représentants des États membres partenaires (France et Allemagne). Ce financement, octroyé sous forme de don, porte sur trois projets : (i) le projet « Eau et Assainissement à Toamasina » (125 Md MGA soit 24,8 M EUR) vise l'augmentation de la production d'eau potable, la modernisation des équipements et l'extension du réseau dans cette ville qui a récemment subi les impacts du cyclone Gezani. Quant au programme ACTE (90 Md MGA, soit 17,9 M EUR), il vise à renforcer la compétitivité à l'exportation des entreprises malgaches pour accroître leurs présences sur les marchés internationaux. Le Programme d'appui au développement intégré en périphérie des aires protégées (PADIPAP, 145 Md MGA soit 28,7 M EUR) concerne la préservation des aires protégées et le développement d'activités génératrices de revenus durables pour les populations riveraines.

MAURICE

Baisse des transferts de la diaspora vers Maurice sur les 3 premiers trimestres 2025

Selon les statistiques de la Banque centrale de Maurice, les transferts de la diaspora vers Maurice ont connu une baisse de -5,7 % sur les 3 premiers trimestres 2025 par rapport à la même période en 2024. Ils ont en effet atteint un montant de 2,3 Md MUR (environ 41,7 M EUR) sur les 3 premiers trimestres 2025. Sur l'ensemble de l'année 2024, les remises des migrants entrants ont été de 3,2 Md MUR (58 M EUR). Les trois premiers pays d'origine des fonds sur la période janvier-septembre sont respectivement la France (22,5 %), suivie des États-Unis (19,1 %) et du Royaume-Uni (13,8 %). Concernant les transferts de la diaspora de Maurice vers l'étranger, ils ont été de 8,6 Md MUR (157,4 M EUR) sur les 3 premiers trimestres 2025, soit une hausse de +6,7 % par rapport à la même période en 2024. Ces transferts vers l'extérieur ont représenté 11 Md MUR (201,1 M EUR) en 2024. Les quatre premiers pays de destination des fonds sur les 3 premiers trimestres 2025 sont respectivement l'Inde (42,3 %), le Bangladesh (27,5 %), le Népal (13,2 %) et la France (2,4 %).

OUGANDA

Remise d'un rapport de l'Auditeur général sur la gestion des comptes publics

L'Auditeur général a remis au Parlement [son rapport](#) sur la gestion des comptes publics pour 2025. 182 ministères et agences, 85 entreprises publiques, 181 projets, 145 districts et villes, ainsi que 4 529 gouvernements locaux infra-districts ont été audités. Le rapport souligne entre autres : une exécution budgétaire incomplète (dépassement budgétaire de +8 % à 20,7 Md USD avec 80 % seulement décaissés), une mobilisation fiscale faible (ratio recettes fiscales/PIB de 13,4 %) en lien avec une base fiscale étroite (seul 20% des 5,2 M de contribuables sont actifs). Les performances des 85 entreprises publiques sont contrastées : parmi les 43 qui dégagent un résultat positif, UEGCL en charge de la génération d'électricité est la plus rentable (40 M USD de profit), suivie de la compagnie des eaux

NWSC (12 M USD) et de l'opérateur en charge de la transmission électrique UETCL (10 M USD). À l'inverse, Uganda Airlines affiche la plus lourde perte (-70 M USD).

RWANDA

Le secteur agricole bénéficie d'un appui financier de 78,5 M USD pour l'irrigation et l'élevage

Le Gouvernement du Rwanda et le Fonds international de développement agricole (FIDA) ont signé un accord de financement de 78,5 M USD en faveur du secteur agricole. Les ressources appuieront notamment le projet d'irrigation des collines de Kayonza, visant à accroître les surfaces irriguées et à améliorer la gestion de l'eau dans un contexte de précipitations insuffisantes et de sécheresses récurrentes dans l'Est du pays. La construction d'un barrage d'une capacité d'un million de m³ est prévue afin de sécuriser l'approvisionnement en eau et de stabiliser les rendements. Le programme inclut également un appui aux filières d'élevage à petite échelle. L'objectif est de renforcer la sécurité alimentaire, d'accroître les revenus ruraux et d'améliorer la résilience des exploitations face aux aléas climatiques, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté.

La résilience climatique dans l'Ouest est renforcée par un programme d'adaptation aux inondations financé par la BAD

Un projet d'adaptation aux inondations a été lancé avec un financement de 9 M USD du Fonds africain de développement. Mis en œuvre par le Rwanda Water Resources Board, il prévoit des solutions fondées sur la nature dans les bassins versants à risque dans l'Ouest du pays, confronté à des inondations et glissements de terrain récurrents. Les interventions comprendront la restauration des bassins dégradés, la stabilisation des berges, le reboisement et la gestion durable des terres. Le programme bénéficiera à environ 620 000 personnes vulnérables et intégrera des systèmes d'alerte précoce ainsi que des dispositifs d'information climatique. Il vise à réduire les pertes humaines et matérielles, protéger les infrastructures et renforcer la résilience communautaire, tout en générant des emplois verts et en consolidant les capacités locales.

Le Rwanda Atomic Energy Board et la CEA mobilisent les acteurs économiques autour de la stratégie nucléaire

Le *Rwanda Atomic Energy Board*, en partenariat avec la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) et le ministère du Commerce et de l'Industrie, a organisé un atelier national réunissant administrations publiques, représentants du secteur privé et institutions académiques. Cette rencontre visait à examiner les perspectives d'intégration des entreprises locales dans les chaînes de valeur associées au programme nucléaire. Les échanges ont porté sur l'élaboration d'un plan d'action national pour la localisation industrielle, l'identification des capacités existantes et l'évaluation des besoins en compétences techniques. Les organisateurs ont souligné que le développement du nucléaire doit s'accompagner d'une participation structurée des entreprises nationales, dans le respect des standards internationaux de qualité et de sûreté. L'initiative entend positionner le programme nucléaire comme un levier de transformation industrielle, de montée en compétences et de création d'emplois qualifiés, en cohérence avec les ambitions nationales de diversification économique.

SOMALIE

Plus d'un tiers de la population est exposé à la faim

Selon le dernier rapport de l'Integrated Food Security Phase Classification (IPC), la situation alimentaire en Somalie se dégrade rapidement. L'organisation estime qu'environ 6,5 millions de personnes pourraient être confrontées à une insécurité alimentaire de phase 3 (crise) ou supérieure dans les prochains mois. Le rapport alerte également sur la situation nutritionnelle : près de 1,8 million d'enfants de moins de cinq ans seraient exposés à la malnutrition aiguë, dont plusieurs centaines de milliers de cas sévères nécessitant une prise en charge urgente. Cette détérioration s'explique par la persistance de la sécheresse, entraînant des pertes agricoles significatives et une forte mortalité du cheptel. Les déplacements internes et l'insécurité entravent par ailleurs l'accès humanitaire dans

plusieurs régions. Dans un contexte de contraction des financements internationaux, l'IPC prévient qu'en l'absence de ressources additionnelles, certaines zones pourraient évoluer vers des niveaux d'urgence plus élevés.

SOUDAN DU SUD

Révocation du ministre des Finances après moins de 4 mois en poste

Le 23 février, le président Salva Kiir a limogé le ministre des Finances, Bak Barnaba Chol, en fonction depuis seulement novembre 2025, et l'a remplacé par Salavatore Garang Mabiordit. Ce dernier avait déjà occupé ce poste entre mars 2018 et septembre 2020. Il s'agit du neuvième changement à ce portefeuille depuis 2020. Le président a également démis de leurs fonctions plusieurs hauts responsables de l'autorité fiscale. Ce remaniement intervient dans un contexte de faiblesses persistantes de la gestion économique du pays, d'insuffisance des recettes et d'une incapacité de l'État à honorer ses obligations de base, notamment le paiement des salaires. Les décisions du président ont en outre suscité des critiques et sont perçues comme le signe de l'incapacité du régime à faire face aux problèmes de corruption, de mauvaise gestion des finances publiques et de faible redevabilité.

Projet routier de 2,0 Md USD adossé à l'or

Lors d'une session présidée par le président Salva Kiir, le Conseil des ministres a approuvé un projet de construction routière de 2,0 Md USD, garanti par les réserves d'or du pays, au bénéfice de Road Town, Tortola, B.V.I. (un groupe des Caraïbes, actif dans le secteur des infrastructures en Afrique du Sud, en RDC et au Soudan du Sud). Le projet avait été proposé par le ministre des Mines, Lasuba Ludoru Wongo, sans fournir de détails sur les conditions, l'évaluation ou les échéances de remboursement. Il concerne la construction et la modernisation de 1 031 km de routes stratégiques et constitue le premier projet de ce type dans le pays. Un activiste de la société civile a appelé le Parlement à bloquer ce projet invoquant des préoccupations liées à la transparence et à la responsabilité.

SEYCHELLES

Retrait de la liste grise européenne

Le 17 février 2026, l'Union européenne a retiré les Seychelles de l'annexe II (liste grise) des juridictions non coopératives à des fins fiscales, après leur retrait de l'annexe I (liste noire) en février 2024. Cette décision fait suite à la publication, en janvier 2026, du rapport d'examen par les pairs du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, qui conclut que les Seychelles sont désormais « conformes pour l'essentiel » aux standards internationaux d'échange de renseignements sur demande. Cette notation, deuxième niveau le plus élevé, confirme les progrès effectués dans l'application des exigences internationales en matière de transparence fiscale. Les autorités soulignent que ce résultat est l'aboutissement de réformes législatives engagées depuis 2020 et d'un dialogue technique soutenu avec l'Union européenne et les partenaires internationaux. Le retrait de l'annexe II devrait améliorer la crédibilité internationale de la place financière seychelloise et soutenir l'attractivité du pays auprès des investisseurs internationaux.

TANZANIE

Financiarisation et accélération de la formalisation du secteur minier

Le 23 février 2026, la banque CRDB et la Commission minière tanzanienne ont signé un mémorandum d'entente visant à faciliter l'accès au financement des petites compagnies minières, dans l'objectif d'accélérer la formalisation du secteur. Celui-ci représente environ 10 % du PIB, génère 56 % des recettes en devises et totalise près de 5 Md USD d'exportations. Dans ce cadre, les exploitants pourront désormais mobiliser comme garanties de

prêt une licence d'exploitation valide, des contrats de vente aurifère ou encore leurs stocks d'or. Ces financements devraient permettre à plusieurs milliers de mineurs d'accroître leur capital productif, notamment par l'acquisition d'équipements modernes et la souscription de services d'assurance pour leurs sites et leurs employés, via les produits proposés par CRDB. Le dispositif prévoit également l'ouverture de comptes dédiés aux transactions minières et aurifères, ainsi que l'octroi de crédits adossés à la valeur des sites d'exploitation. À terme, cette initiative devrait contribuer à renforcer la traçabilité et la transparence des flux financiers du secteur, tout en augmentant les recettes publiques associées.

Le commerce extérieur en hausse en 2025, porté par l'or et le tourisme

Les exportations tanzaniennes de biens et services ont progressé de +10,2 % en 2025 pour atteindre 17,6 Md USD, contre 16,0 Md USD en 2024. Cette performance a été principalement portée par l'or, les produits manufacturés, le tabac, le café ainsi que par le dynamisme du secteur touristique. Les exportations aurifères, qui représentent 45,7 % des exportations totales de biens, ont enregistré une hausse marquée de +37,0 % en glissement annuel, soutenue par des cours internationaux favorables et une accélération de la production. Les exportations de services ont, pour leur part, bénéficié de l'arrivée de plus de 2 millions de touristes internationaux (+7,0 % par rapport à 2024), consolidant le rôle du tourisme dans l'équilibre extérieur. Les importations ont également progressé, en partie sous l'effet de l'amélioration des services de paiement et de la digitalisation des règlements liés au fret. La Banque centrale de Tanzanie (BoT) attribue ainsi la hausse des réserves de change — désormais supérieures aux seuils de convergence fixés par la Communauté d'Afrique de l'Est — à la dynamique positive du commerce extérieur.